



Pierre RECARTE
180 chemin Axarrittipi
64 122 URRUGNE
pierre.recarte@yahoo.fr

Urrugne le 21/10/2025

Monsieur le président,

Les conclusions et les recommandations de la conférence *Ambition France Transports* , portée par le ministère des transports et destinée à élaborer un nouveau modèle de financement des infrastructures de transport, ont été rendues publiques. Elles confirment l'état alarmant de notre réseau ferroviaire qui nécessitera des investissements massifs et durables pour sa remise en état.

Les experts, les fonctionnaires ministériels et les élus présents sont unanimes pour prioriser la régénération du réseau ferré et sa modernisation notamment grâce au système de signalisation ERTMS préconisé par l'Europe pour augmenter les circulations et la capacité des lignes.

Une autre orientation forte retenue est « *la remobilisation nécessaire des financements privés pour financer les infrastructures de transports de demain* ». Ceci démontre clairement la volonté de l'Etat de se désengager du financement notamment des lignes ferroviaires à grande vitesse.

Lors du déplacement à Buxelles du 30 janvier 2024 du président de la région Nouvelle Aquitaine, la Commission européenne « *a rappelé que sa priorité politique était les sections transfrontalières, donc la branche du GPSO vers Dax puis l'Espagne¹* ». Cela permet d'en déduire que le financement à hauteur de 20% pour la branche Bordeaux-Toulouse sera bien inférieur et que les collectivités locales seront à nouveau mises à contribution pour combler des subventions européennes insuffisantes (article 5 du plan de financement).

L'Etat ne répond pas aux appels de fonds, ce sont les régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie qui contribuent à sa place, sans certitude de remboursement.

Devant un avenir lourd d'incertitudes nous vous demandons, en notre qualité de citoyens injustement appelés à financer ce projet à travers des taxes, de prononcer un moratoire sur son financement.

Les départements des Pyrénées-Atlantiques, des Landes et de la Gironde sont les secteurs les plus dynamiques sur le plan démographique, économique et touristique de Nouvelle Aquitaine.

¹ <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/actualit%C3%A9s/alain-rousset-presente-ses-voeux-bruxelles.html-0>

Pourtant la France bloque depuis plus de 20 ans toute autre solution de connexion avec la péninsule ibérique en entretenant le mirage d'une LGV conçue à une autre époque.

Il est grand temps de requalifier la ligne actuelle à des vitesses supérieures pour tenir nos engagements européens à l'égard de de notre voisin espagnol. C'est une solution moins onéreuse, plus rapide à mettre en œuvre permettant une desserte plus fine du territoire, du littoral basco-landais et du bassin de la Bidassoa.

En espérant que vous voudrez prendre en compte notre demande, veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de notre considération respectueuse.

Victor Pachon
Président du CADE

Pierre Recarte
Vice-président du CADE

CADE : Collectif de 60 associations de défense de l'environnement du Pays basque et du sud des Landes.